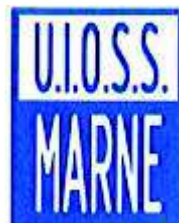


ucanss



PROGRAMME TECHNIQUE

UIOSS de la Marne à Reims

MISE EN CONFORMITE
SECURITE INCENDIE ET
REFECTION DU DESENFUMAGE
DES SOUS-SOLS DU SIEGE

Novembre 2025

Table des matières

| | | |
|-------|-----------------------------------------------------------------------------------|----|
| 1 | Préambule..... | 3 |
| 2 | Présentation de l'opération..... | 4 |
| 2.1 | Acteurs du projet..... | 4 |
| 2.2 | Présentation du site..... | 4 |
| 2.3 | Objet de l'opération..... | 4 |
| 2.4 | Point d'attention particulier..... | 6 |
| 2.5 | Compétences de la maîtrise d'œuvre..... | 6 |
| 2.6 | Conditions de réalisation des Travaux..... | 7 |
| 3 | Définitions..... | 8 |
| 3.1 | Périodes d'occupation..... | 8 |
| 4 | Exigences générales..... | 9 |
| 4.1 | Respect des réglementations en vigueur..... | 9 |
| 5 | Exigences spécifiques par element..... | 10 |
| 5.1 | ELECTRICITE : Mise en sécurité incendie et modification/adaptation du SSI : | 10 |
| 5.1.1 | Travaux impactant directement le SSI..... | 10 |
| 5.1.2 | Travaux de désenfumage..... | 10 |
| 5.1.3 | Indicateurs d'action et signalisation..... | 11 |
| 5.1.4 | Sécurisation des parkings..... | 11 |
| 5.1.5 | Travaux complémentaires à prévoir sur le SSI..... | 11 |
| 5.2 | DESENFUMAGE..... | 11 |
| 5.2.1 | Généralités..... | 11 |
| 5.2.2 | Règlements généraux et documents de référence..... | 11 |
| 5.2.3 | Clapet coupe-feu..... | 12 |
| 5.2.4 | Moteur de désenfumage..... | 13 |
| 6 | Annexes..... | 13 |
| 6.1 | Repérage amiante avant travaux (En Cours D'établissement)..... | 13 |

1 PREAMBULE

Ce document appelé « programme technique » constitue le programme de l'opération de mise en conformité sécurité incendie et réfection du désenfumage des sous-sols.

Le candidat à la maîtrise d'œuvre de l'opération trouvera dans le programme technique des précisions sur les niveaux de performance attendus par le maître d'ouvrage.

Ce programme technique tient compte de l'expérience acquise lors d'opérations précédentes similaires et de l'évolution des normes. Si toutefois le candidat relevait des erreurs ou omissions, imprécisions et contradictions, il devrait les signaler, au plus tard, avant la date limite de remise des offres. A l'échéance de ce délai, le candidat est réputé avoir vérifié et accepté le contenu de ce document et ne pourra se prévaloir de telles erreurs lors de l'exécution du marché.

2 PRESENTATION DE L'OPERATION

2.1 ACTEURS DU PROJET

La Maitrise d'ouvrage est l'UIOSS de la Marne.

L'opération est principalement financée par la Caisse Nationale de l'Assurance Maladie qui confirme sa participation après avoir analysé le dossier d'avant-projet définitif (APD).

Pour l'accompagner dans sa démarche de programmation, la maitrise d'ouvrage s'est adjoint les compétences d'une équipe du département immobilier de l'union des caisses nationales de sécurité sociale (UCANSS) constituée d'un généraliste, d'un thermicien et d'un électricien.

L'UCANSS assiste la maitrise d'ouvrage dans :

- La définition du programme ;
- L'évaluation des coûts et des délais ;
- L'analyse des documents produits par la maitrise d'œuvre en phase APS, APD, PRO, ACT et AOR, éventuellement ESQ, DIA et DET.

La maitrise d'ouvrage mandatera également :

- Un contrôleur technique (CT) ;
- Un coordonnateur chargé de la sécurité et de la protection de la santé (SPS) ;
- Un coordonnateur chargé des systèmes de sécurité incendie (SSI).

2.2 PRESENTATION DU SITE

Adresse : 14 rue du Ruisseau / 202 rue des Capucins 51100 REIMS.

Année de construction : 1978.

Système constructif : structure poteaux poutres béton armé.

Nombre de Niveaux : 10 dont 2 en sous-sols.

Activité principale : bureaux avec accueil du public au Rez-de-chaussée.

Type de classement ERP : W 2ème catégorie avec activités de type L.

Nombre de places de stationnement intérieures : 234 places.

2.3 OBJET DE L'OPERATION

La volonté de la part de l'UIOSS d'engager des travaux est induite essentiellement pour assurer :

- Une évacuation rapide et sécurisée ;
- L'isolement de la zone ERP vis-à-vis des locaux relevant du Code du travail.
- La mise en sécurité des locaux relevant du Code du travail....

Les travaux suivants sont souhaités

1.1 Assurer une évacuation rapide et sécurisée

- 1.1.1 Amélioration de la protection des cages d'escaliers par la reprise de l'isolement coupe-feu des gaines techniques Courants forts - Courants faibles, situées sur les paliers dans les cages d'escaliers :
- consignation et adaptation des réseaux fixés sur les parois de gaines existantes ;
 - dépose des parois des gaines existantes et des portes de gaines existantes ;
 - reconstitution des parois de gaines techniques CF 1 heure ;
 - portes de gaines techniques CF 1 heure ;
 - Finitions intérieures (plinthes bois, mise en peinture parois et portes de gaines techniques).
- 1.1.2 Amélioration de la protection des cages d'escaliers par la reprise de l'isolement coupe-feu des gaines techniques Ventilation et Réseaux divers sur les paliers dans les cages d'escaliers :
- dépose des portes de gaines existantes ;
 - portes de gaines techniques CF 1 heure ;
 - mise en peinture portes de gaines techniques.
- 1.1.3 Adaptation de la boucle DI et des têtes DI dans les gaines techniques après mise en sécurité de celles-ci :
- dépose têtes de détection incendie provisoires mises en œuvre en phase 1 dans les gaines techniques à la suite de l'isolement coupe-feu de celles-ci .
 - adaptation de la boucle DI correspondante pour supprimer passage dans cages d'escaliers.

1.2 Assurer l'isolement de la zone ERP vis-à-vis des locaux relevant du Code du travail

- 1.2.1 Renforcement du degré coupe-feu et de la stabilité au feu du plancher entre le niveau RDC (ERP) et le niveau -1, au droit de la zone de stationnement : isolement CF 2 heures requis (plancher existant CF 1 heure) par un flocage EI60.

1.3 Assurer la mise en sécurité des locaux relevant du code du travail

- 1.3.1 Mise en œuvre d'un isolement coupe-feu conforme des locaux à risques situés dans les niveaux R-1 et R-2 (anciens locaux cuisine, locaux de stockage, archives...) :
- isolement des locaux de stockage par création de locaux de surface inférieure à 100m2, comprenant le remplacement de cloisons, remplacement de blocs-portes, travaux de finitions associés à ces modifications, adaptations ponctuelles courants forts et courants faibles ;
 - isolement des locaux de stockage dans l'ancienne cuisine, comprenant : remplacement de blocs-portes, adaptations réseaux de ventilation, adaptations ponctuelles courants forts et courants faibles.
- 1.3.2 Mise en conformité du désenfumage mécanique des aires de stationnement enterrées des niveaux -1 et -2 :
- dépose des installations existantes ;
 - modifications des trémies en plancher haut R-2 ;
 - modifications des baies en voiles BA ;
 - renforts structurels ;
 - adaptations étanchéité au droit des extracteurs ;
 - gaines de désenfumage ;

- extracteurs de désenfumage ;
- adaptations grilles métalliques extraction ;
- adaptations airs neufs ;
- travaux divers de finition.

1.3.3 Mise en conformité du désenfumage mécanique des locaux Archives du niveau -2 par le remplacement des gaines de désenfumage :

- dépose des gaines de désenfumage existantes ;
- gaines de désenfumage.

1.3.4 Mise en conformité des indicateurs d'action :

- indicateurs d'action à compléter dans les locaux à risques des niveaux -1 et -2 ;
- indicateurs d'action à modifier dans les autres niveaux pour mise en cohérence des installations.

1.3.5 Rénovation des aires de stationnements enterrées des niveaux -1 et -2 pour sécuriser les flux, notamment piétons : création de cheminements sécurisés, reprise des sols et des marquages au sol, amélioration repérage et éclairage, signalétique :

- création de cheminements sécurisés
- reprises ponctuelles des enrobages béton des poteaux, dalles et sous-faces de planchers
- reprise des marquages au sol
- amélioration repérage et éclairage
- signalétique

OPTIONS :

Sécuriser les opérations de maintenance et réduire leur coût

Option 1 - Dépose de l'ancien groupe électrogène :

- démolition cloison ;
- dépollution et évacuation citerne ;
- dépose et évacuation groupe électrogène.

Option 2 - Asservissement des CTA

2.4 POINT D'ATTENTION PARTICULIER

- Présence d'amiante mise en évidence dans le RAAT

2.5 COMPETENCES DE LA MAITRISE D'ŒUVRE

Pour cette opération, la maîtrise d'œuvre devra être compétente dans les domaines suivants :

- Architecture ;
- Organisation et pilotage de chantier ;
- Electricité CFO/CFA ;
- Thermique ;
- Structure ;
- Acoustique.

2.6 CONDITIONS DE REALISATION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en site « occupé ».

3 DEFINITIONS

3.1 PERIODES D'OCCUPATION

Période pendant laquelle le bâtiment est accessible au personnel. Sauf indication contraire, la période à considérer s'étend du lundi au vendredi et de 7h à 19h.

4 EXIGENCES GENERALES

4.1 RESPECT DES REGLEMENTATIONS EN VIGUEUR

D'une manière générale, les études et la réalisation des ouvrages devront être conformes à toutes les réglementations en vigueur et en particulier :

- Code civil ;
- Code de l'Urbanisme et prescriptions d'urbanisme (PLU et annexes ...) ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Code de l'environnement ;
- Code du travail ;
- Code de la santé publique ;
- Code de la commande publique ;
- Règlement sanitaire départemental et son cahier des charges ;
- Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux ;
- Avis techniques et règles professionnelles du CSTB (Centre Scientifique et Technique du Bâtiment) ;
- DTU (Documents Techniques Unifiés et NF DTU) et leurs annexes ;
- Règlements relatifs à l'accessibilité des personnes handicapées et la sécurité incendie ;
- Norme NFC 15 100 et NFC 13 100.

Ils devront également respecter les préconisations des concessionnaires concernés par la présente opération.

Les Appréciations Techniques d'Expérimentation (ATex) ne seront autorisées que dans la mesure où leur dossier d'instruction, s'il est fait par l'entreprise, n'augmente pas les délais de chantier. La Maîtrise d'œuvre devra proposer des solutions ne nécessitant qu'un avis technique du CSTB ou un ATE.

Les produits mis en œuvre devront être classés « à risque normal » par l'AFAC (Association Française des Assureurs Constructeurs).

Les produits assurant la protection et la sécurité de l'immeuble seront certifiés APSAD (assemblée plénière des sociétés d'assurance dommages) et A2P (Assurance Prévention Protection).

Les produits mis en œuvre devront être marqués :

- NF « Réaction au feu des matériaux destinés au bâtiment » délivrée par l'AFNOR ;
- GTFI pour les produits ignifugés et intumescents ;
- ACERFEU pour les résistances au feu des portes, fermetures et exutoires.

5 EXIGENCES SPECIFIQUES PAR ELEMENT

5.1 ELECTRICITE : MISE EN SECURITE INCENDIE ET MODIFICATION/ADAPTATION DU SSI :

La maîtrise d'œuvre devra analyser les impacts du programme de travaux sur le Système de Sécurité Incendie (SSI) et les éclairages de secours existants du site, en tenant compte a minima des éléments ci-dessous.

Le présent chapitre précise certains besoins d'adaptation du SSI et de l'éclairage de sécurité. Toutefois, la maîtrise d'œuvre devra également évaluer l'ensemble des travaux modificatifs à prévoir sur les installations électriques Courants Forts (CFO) et Courants Faibles (CFA), en lien avec les actions de mise en sécurité incendie.

5.1.1 Travaux impactant directement le SSI

Reprise de l'isolement coupe-feu des gaines techniques :

Nature des travaux : dépose/reconstitution des parois CF 1h, remplacement des portes de gaines.

Impacts potentiels SSI :

- Dépose des détecteurs incendie provisoires.
- Adaptation de la boucle de détection incendie (DI) pour supprimer les passages dans les cages d'escaliers.
- Repositionnement des têtes de détection dans les gaines reconstituées.
- Mise à jour des plans SSI et reprogrammation éventuelle de la centrale.

Isolement ERP / Code du travail :

Nature des travaux : renforcement du plancher entre ERP et parking (flocage EI60).

Impacts potentiels SSI :

- Vérification du compartimentage dans la stratégie SSI.
- Ajout ou adaptation de dispositifs de fermeture automatique sur les portes CF.
- Déclenchement de ces dispositifs via la détection incendie.

Locaux à risques (R-1 et R-2) :

Nature des travaux : création de compartiments < 100 m², remplacement de cloisons et blocs-portes.

Impacts potentiels SSI :

- Ajout de détecteurs automatiques dans les nouveaux compartiments.
- Ajout ou repositionnement de déclencheurs manuels (DM).
- Intégration des blocs-portes CF dans le scénario de compartimentage SSI.

5.1.2 Travaux de désenfumage

Les travaux de désenfumage aux étages R-1 et R-2, relevant du lot désenfumage, nécessitent une coordination étroite avec le lot électricité pour l'adaptation des commandes et le raccordement au SSI.

Parkings (R-1 et R-2) :

Nature des travaux : remplacement complet du système de désenfumage mécanique.

Impacts potentiels SSI :

- Connexion des nouveaux extracteurs et volets au CMSI.
- Vérification des scénarios de mise en sécurité (désenfumage, évacuation).
- Mise à jour des commandes manuelles et automatiques.

Archives (R-2) :

Nature des travaux : remplacement des gaines de désenfumage.

Impacts potentiels SSI :

- Adaptation des commandes de désenfumage.
- En coordination avec le lot désenfumage, vérification de la conformité des débits et temporisations.

5.1.3 Indicateurs d'action et signalisation

Nature des travaux : mise en conformité des indicateurs d'action dans les locaux à risques et autres niveaux.

Impacts potentiels SSI :

- Complément ou remplacement des indicateurs d'action.
- Harmonisation avec les scénarios de sécurité incendie.

5.1.4 Sécurisation des parkings

Nature des travaux : création de cheminements piétons, amélioration de l'éclairage et de la signalétique.

Impacts potentiels SSI :

- Vérification et adaptation de l'éclairage de sécurité.
- Mise à jour de la signalétique de sécurité (issues de secours, plans d'évacuation).

5.1.5 Travaux complémentaires à prévoir sur le SSI

- Mise à jour du dossier d'identité SSI (plans, notices, schémas).
- Réalisation d'essais fonctionnels et de réception technique après travaux.

5.2 DESENFUMAGE

5.2.1 Généralités

La maîtrise d'ouvrage attire l'attention de la maîtrise d'œuvre sur la rationalisation des équipements (en nombre et en type) de manière à limiter au maximum les équipements et réduire les coûts de maintenance.

5.2.2 Règlements généraux et documents de référence

Les travaux seront réalisés conformément à la législation en vigueur, aux règlements généraux et aux règles techniques et normes en vigueur applicables au type et au classement de l'établissement du présent projet.

RÉGLEMENTATION GÉNÉRALE DE SÉCURITÉ INCENDIE

- Articles R.143-1 à R.143-44 : sécurité contre l'incendie dans les bâtiments.
- Articles R.151-1 et suivants : accessibilité et sécurité des établissements recevant du public (ERP).

RÉGLEMENTATION INCENDIE SPÉCIFIQUE

- Arrêté du 25 juin 1980 modifié – Règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP.
- Arrêté du 22 mars 2004 – relatif aux parcs de stationnement couverts.
- Définit les exigences de désenfumage, compartimentage, résistance au feu (EI 60, EI 120 selon cas).
- Définit les voies d'évacuation piétonnes, signalétique, éclairage de sécurité, ventilation de sécurité.
- Circulaire du 3 mars 1975 et arrêté du 9 mai 2006 : prescriptions sur les parkings souterrains.

ISOLEMENT COUPE-FEU ET MATÉRIAUX

- NF EN 13501-1 à 13501-3 : classement au feu des produits et éléments de construction (EI, REI).
- NF EN 1363 / 1364 / 1365 : essais de résistance au feu des éléments de construction.
- NF DTU 25.41 : cloisons en plaques de plâtre – conception et mise en œuvre.
- NF DTU 36.5 : blocs-portes intérieurs et pare-flammes / coupe-feu.
- Règle APSAD R15 : compartimentage et isolement incendie.

DÉSENFUMAGE MÉCANIQUE ET VENTILATION

- NF S 61-932 à S 61-970 : systèmes de désenfumage et ventilation mécanique contrôlée.
- NF S 61-937 : désenfumage des parkings – calculs de débits, implantation, essais.
- NF EN 12101 (série) : systèmes de contrôle des fumées et de la chaleur.
- Partie 3 : extracteurs de fumée et de chaleur.
- Partie 7 : conduits de désenfumage.
- Partie 9 : grilles et ouvertures.
- NF EN 15004 (si désenfumage couplé à systèmes de détection incendie automatiques).
- Guide pratique du désenfumage mécanique (CSTB) : référence technique reconnue par les SDIS.

CHEMINEMENTS, SIGNALÉTIQUE, ÉCLAIRAGE ET ACCESSIBILITÉ

- Arrêté du 8 décembre 2014 relatif à l'accessibilité des ERP.
- NF X 08-003 / NF X 08-070 : signalétique de sécurité.
- NF C 71-800 / NF EN 1838 : éclairage de sécurité et balisage des cheminements.
- Code du travail – Articles R.4227-1 à R.4227-55 : prévention incendie et évacuation des travailleurs (si locaux du personnel).

5.2.3 Clapet coupe-feu

La résistance au feu des parois au droit de la traversée des conduits aérauliques est restituée au moyen des clapets coupe-feu.

Les clapets de type télécommandés sont asservis à la détection automatique d'incendie des circulations et des locaux, avec contact de position d'attente et de sécurité.

Le passage en position de sécurité des clapets à l'intérieur d'une ZC s'effectue de façon simultanée. Les clapets installés entre deux ZC constituent des DAS communs.

5.2.4 Moteur de désenfumage

Les ventilateurs d'extraction des fumées participent au désenfumage mécanique. L'alimentation et la commande des ventilateurs de désenfumage s'effectuent au moyen d'un coffret de relaying alimenté en câble CR1 par émission de tension.

Chaque ventilateur de désenfumage sera mis à l'arrêt depuis le CMSI par l'adjonction d'un module. Cette fonction (arrêt pompier) n'est obtenue qu'au niveau d'accès II. La liaison entre cette commande manuelle d'arrêt et le coffret de relaying du ventilateur est réalisée* en câble CR1.

6 ANNEXES

6.1 REPERAGE AMIANTE AVANT TRAVAUX (EN COURS D'ETABLISSEMENT)